

Donald Trump a hier rempli une de ses promesses de campagne, reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël. Il a ainsi mis fin à une pratique initiée par Bill Clinton de maintenir Tel-Aviv comme capitale reconnue et siège de l'ambassade américaine en Israël, malgré le *Jerusalem Embassy Act* de 1995.

Cette décision constitue une véritable faute politique, heureusement très largement condamnée dans le monde et en France. Après une première réaction timide hier soir, notre diplomatie a pris la mesure de la provocation du locataire de la Maison Blanche en faisant partie des huit pays demandant en urgence la réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Cette annonce et cette décision du Président américain constituent une véritable provocation et mettent le feu aux poudres dans une région qui, clairement, n'a pas besoin de cela.

Une provocation vis-à-vis des palestiniens tout d'abord qui depuis des décennies luttent pour leur intégrité territoriale, reconnue par l'ONU, et pour leurs droits.

Une provocation ensuite vis-à-vis des israéliens désireux d'arriver à un accord de paix et qui, chaque jour, luttent contre les groupes violents et haineux de tous bords et de toutes nationalités.

Une provocation enfin vis-à-vis de l'ensemble de la communauté

internationale dont les décisions et prises de position s'accumulent, de la reconnaissance de Jérusalem comme ville internationalisée en 1949 à la nécessité de conclure un accord instituant deux États indépendants et libres en 2017 suite à l'initiative de Paris en passant par la reconnaissance de Jérusalem-Est comme occupée en 1967.

Reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, c'est réitérer l'échec de Camp David 2 en 2000/2001 et éloigner encore toute perspective d'une paix durable et solide entre israéliens et palestiniens, qui ne se concrétisera que par l'instauration de deux États indépendants dans les frontières issues de la résolution onusienne de 1967. Donald Trump a agi en va-t'en-guerre patenté en prenant cette décision, et cet acte insensé ne peut avoir pour conséquence qu'une nouvelle flambée de violence dont personne, je crois, ne sortira vainqueur.

Le Sénat, dont l'expertise en politique internationale n'est plus à démontrer, s'honorerait de provoquer rapidement une réunion de sa commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, afin que la voix de notre chambre résonne fortement dans le débat public. Au vu de la gravité, notre silence ne pourrait être que complice.